PARLIAMENTARY ASSEMBLY
OF THE
COUNCIL OF EUROPE

18 August 1988 **Doc. 5928**

OPINION

in reply to the report on the activities of OECD in 1987[1]

Agriculture half-way through the Uruguay Round : a time for joint action

presented by the Committee on Agriculture[2]

(Rapporteur : Dame Peggy FENNER)

I. Introduction — The calm before the storm ?

1. The report on the activities of OECD in 1987 will be debated by the Assembly at its October 1988 part-session. Within the general debate, special attention will be devoted to agriculture. The participation by parliamentarians from Finland and from overseas — the United States, Canada, Japan, New Zealand and Australia — is of special importance for the contribution of the Committee on Agriculture, as many of the problems which affect trade relations in OECD are related to agriculture. Indeed, as we shall see, agriculture is increasingly becoming the key problem area in world trade. The Rapporteur would like to take this opportunity to thank OECD, and in particular its Directorate for Food, Agriculture and Fisheries, for having provided the Rapporteur with valuable information and documentation in the course of her work.

2. Things are relatively quiet on the food trade front at the present time. The European Community — which a year ago faced imminent bankruptcy as expenditure on the common agricultural policy (CAP) exceeded budgetary resources — has in the meantime found the extra funds necessary through intensive summiteering, notably in Brussels last February. The United States political scene, for its part, is dominated more by the upcoming presidential election and the thaw in United States-Soviet relations than by the comparatively mundane agricultural issues. Finally, adverse weather in many parts of the world, for instance the United States, Canada, China and parts of Africa, has temporarily lifted

1. See Doc. 5923 and Reference No. 1607 of 30 June 1988 and Doc. 5942 (report of the Committee on Economic Affairs and Development).

2. *a.* Unanimously approved by the committee on 28 June 1988.

b. See 12th Sitting, 5 October 1988 ; and Resolution 907.

ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE
DU
CONSEIL DE L'EUROPE

18 août 1988 **Doc. 5928**

AVIS

portant réponse au rapport sur les activités de l'OCDE en 1987[1]

L'agriculture à mi-parcours des négociations d'Uruguay : le moment est venu pour une action commune

présenté par la commission de l'agriculture[2]

(Rapporteur : Dame Peggy FENNER)

I. Introduction — Le calme avant la tempête ?

1. Le rapport sur les activités de l'OCDE en 1987 sera débattu par l'Assemblée lors de la partie de session d'octobre 1988. Dans le cadre du débat général, l'agriculture retiendra tout particulièrement l'attention. La participation de parlementaires de Finlande et d'outre-mer — Etats-Unis, Canada, Japon, Nouvelle-Zélande et Australie — est particulièrement importante pour la contribution de la commission de l'agriculture, étant donné que nombre des problèmes qui retentissent sur les relations commerciales au sein de l'OCDE sont liés à l'agriculture. A telle enseigne que, comme nous le verrons, l'agriculture est en passe de devenir le problème clé du commerce mondial. Le rapporteur saisit cette occasion pour remercier l'OCDE, et plus particulièrement sa Direction pour l'alimentation, l'agriculture et la pêche, de lui avoir fourni des informations et des documents très utiles au cours de ses travaux.

2. Actuellement, la situation est relativement calme sur le front du commerce des denrées alimentaires. La Communauté européenne — qui, il y a un an, était au bord de la faillite, les dépenses entraînées par la politique agricole commune (PAC) excédant les ressources budgétaires — a, depuis, rassemblé les fonds supplémentaires nécessaires en déployant une intense activité au sommet, notamment à Bruxelles en février dernier. La scène politique américaine, pour sa part, est plus dominée par la proximité des élections présidentielles et par le dégel des relations avec l'URSS que par les problèmes agricoles perçus comme moins essentiels. Enfin, les conditions climatiques défavorables en de nombreux points du globe, comme

1. Voir Doc. 5923 et Renvoi n° 1607 du 30 juin 1988 ; et Doc. 5942 (rapport de la commission des questions économiques et du développement).

2. *a.* Approuvé à l'unanimité par la commission le 28 juin 1988.

b. Voir 12e séance, 5 octobre 1988 ; et Résolution 907.

the prices of several commodities on the world market, for instance soya, maize and wheat, thus defusing, for the time being at least, a potentially explosive situation.

3. It would, however, be illusory to conclude, on the basis of this, that a permanent peace has been found after the repeated "food wars" of recent years involving, as main combatants, Western Europe, the United States and Japan. On the contrary, the conditions so well described by my predecessor as OECD Rapporteur, Lord Kinnoull, in his report of last year ("The farm crisis continues: a world trade in agony") (see Doc. 5772 and Resolution 884) are still the reality: over-production in the developed economies of most temperate-climate commodities such as cereals, meat and dairy products (in spite of recent laudable, though painful, cut-backs by the European Community); stagnant demand, especially in the rich countries; a continuing wave of farm closures; and tensions spreading from the agricultural sector into various other areas of trade.

4. This situation will have to be tackled by the world community, that is to say the member countries of GATT (General Agreement on Tariffs and Trade), as it prepares for the "mid-term review" of the so-called Uruguay Round, in Montreal, in December this year. My colleagues will recall that the Uruguay Round took its name from the GATT agreement reached at Punta del Este in September 1986. There, agriculture was for the first time included among the sectors to be dealt with in a new, multilateral negotiating effort to further liberalise world trade — to be concluded, in the best of cases, by the end of 1990.

5. Naturally enough, this year's Ministerial Council of OECD, held in Paris in May, tried to find a degree of consensus among its main trading blocs before Montreal or, for that matter, the West's seven-nation summit, in Toronto, in June. However, speaking as someone who has herself participated in this forum, one discerns a rather sombre, almost disillusioned tone in the final communiqué issued at the end of the deliberations, at least as far as agriculture is concerned (the relevant sections can be found in the appendix to this memorandum).

6. Thus, the OECD ministers note dryly that "the cost of agricultural support for OECD as a whole imposed on taxpayers and consumers has nearly doubled, reaching about 200 000 million ECU ($242 000 million) per year in the period 1984-86" (67 000 million dollars in the European Community, 66 000 million dollars in the United

aux Etats-Unis, au Canada, en Chine et dans certaines parties de l'Afrique, ont fait provisoirement monter les prix de plusieurs denrées sur le marché mondial, le soja, le maïs et le blé, par exemple, désamorçant, dans l'immédiat tout au moins, une situation potentiellement explosive.

3. Il serait toutefois illusoire d'en conclure qu'une paix durable s'est instaurée dans ce secteur des échanges, après les conflits répétés de ces dernières années, dont les principaux protagonistes étaient l'Europe occidentale, les Etats-Unis et le Japon. Tout au contraire, la situation si bien décrite par mon prédécesseur en tant que rapporteur, Lord Kinnoull, dans son rapport de 1987 («La crise agricole continue: des échanges mondiaux à l'agonie») (voir Doc. 5772 et Résolution 884) est toujours actuelle: dans les économies développées, il y a surproduction de la plupart des denrées de climat tempéré telles que céréales, viande et produits laitiers (en dépit des compressions louables encore que douloureuses opérées par la Communauté européenne), stagnation de la demande, particulièrement dans les pays riches, fermeture d'exploitations en série et tensions qui, partant du secteur agricole, gagnent divers autres secteurs des échanges.

4. La communauté internationale va devoir s'attaquer de front à cette situation, la communauté internationale, c'est-à-dire les pays membres du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), au moment où celui-ci se prépare pour «le bilan à mi-course» des négociations dites d'Uruguay, à Montréal, en décembre de cette année. On se souvient que les négociations d'Uruguay tirent leur nom de l'accord du GATT conclu à Punta del Este en septembre 1986. C'est là, pour la première fois, que l'agriculture a été mise au nombre des secteurs à traiter dans le cadre d'un nouvel effort multilatéral de négociation pour pousser plus avant la libéralisation du commerce mondial — accord qui devrait être conclu, dans le meilleur des cas, à la fin de 1990.

5. Le Conseil des ministres de l'OCDE, tenu à Paris en mai, a assez naturellement tenté de trouver entre ses principaux blocs commerciaux un certain consensus avant Montréal ou avant le sommet des sept nations occidentales, à Toronto, en juin. Toutefois, pour donner le sentiment de quelqu'un qui a personnellement participé à ce forum, l'on discerne, du moins pour ce qui est de l'agriculture, une note assez sombre, presque désenchantée, dans le communiqué final publié à l'issue des délibérations (les passages pertinents sont joints en annexe au présent document).

6. C'est ainsi que les ministres de l'OCDE relèvent sans commentaire que, «pour l'ensemble de la zone OCDE, le coût des aides à l'agriculture supporté par les contribuables et les consommateurs a presque doublé, atteignant environ 200 milliards d'ECU (242 milliards de dollars) par an, de 1984 à 1986» (67 milliards de dollars dans la Com-

States and 42 000 million dollars in Japan). The ministers go on to warn that: "Trade tensions on agricultural markets remain serious, notably due to the persistence, and in some cases intensification, of all forms of support, including export subsidies and import restrictions." Finally, they urge OECD member states to agree on a "framework approach (including short-term and long-term aspects) which will promote the reform process as launched last year".

7. The OECD's 1987 Ministerial Council, it will be recalled, was one where member countries tried for the first time to formulate a coherent, joint, long-term plan to escape from their agricultural predicament. The essence of the commitment was:

1. to allow market signals increasingly to influence the orientation of agricultural production,

2. to move progressively and in close international co-operation away from price support and towards a greater role for income support to farmers, and

3. to avoid confrontational and destabilising trade practices.

My predecessor as Rapporteur had reason, at the time, to conclude that OECD countries had at last not only begun to agree on the nature of the problems they faced, but had also decided to do something about it.

8. However, one year afterwards — seeing how little has been achieved to eliminate the underlying sources of conflict in the agricultural arena, and how far from a common approach OECD countries still stand — one senses that governments have somehow lost their bearings. The ministers conclude that, "although some encouraging efforts have been undertaken, it is clear that there has been only limited progress since the Ministerial Council in 1987". They consider it "imperative that policy reform efforts be strengthened by all member states as a matter of urgency" and that "measures already introduced should be underpinned by further positive actions".

9. Furthermore, the communiqué calls it "essential that 'standstill' undertakings be strictly adhered to and that efforts be intensified to 'roll back' (existing) protectionist measures". The "standstill agreement" at Punta del Este, it will be remembered, was that GATT member countries should not take any new measures restricting trade and not foreseen by GATT rules, while the "roll-back agreement" called for the abandonment of all

munauté européenne, 66 milliards de dollars aux Etats-Unis et 42 milliards de dollars au Japon). Suit une mise en garde des ministres: «Les tensions commerciales restent très vives sur les marchés agricoles du fait notamment de la persistance et, dans certains cas, de l'intensification de toutes les formes de soutien, y compris les subventions à l'exportation et les restrictions à l'importation.» Enfin, ils invitent instamment les Etats membres de l'OCDE à s'entendre sur «une approche-cadre (incluant des éléments à court et à long terme) qui favorisera le processus de réforme engagé l'an dernier».

7. On se souviendra que, lors du Conseil des ministres de l'OCDE en 1987, les pays membres se sont pour la première fois efforcés de formuler ensemble un plan cohérent, à long terme, pour tenter de tirer l'agriculture de ses difficultés. Ils se sont engagés pour l'essentiel:

1. à permettre aux signaux du marché d'influer de plus en plus sur l'orientation de la production agricole,

2. à renoncer progressivement, en étroite coopération internationale, au soutien des prix pour privilégier le soutien aux revenus des agriculteurs, et

3. à éviter les pratiques commerciales conflictuelles et déstabilisatrices.

Mon prédécesseur avait, à l'époque, des raisons de conclure que les pays de l'OCDE avaient enfin, non seulement commencé à se mettre d'accord sur la nature des problèmes auxquels ils étaient confrontés, mais même décidé de faire quelque chose pour les résoudre.

8. Toutefois, un an plus tard — voyant le peu qui a été fait pour éliminer les sources de conflit sous-jacent dans le domaine agricole, et à quel point les pays de l'OCDE sont encore éloignés d'une démarche commune — on a l'impression que les gouvernements sont désorientés. Les ministres concluent qu'«en dépit de certains efforts encourageants, il est clair que l'on n'a enregistré que des progrès limités, depuis le Conseil des ministres de 1987». Ils considèrent qu'«il est impératif pour tous les Etats membres de renforcer d'urgence les efforts de réforme des politiques» et que «de nouvelles actions positives viennent consolider des mesures déjà adoptées».

9. Le communiqué juge de plus «essentiel que les accords de *statu quo* soient strictement respectés et que des efforts plus intenses soient déployés pour démanteler les mesures protectionnistes (existantes)». L'accord de *statu quo* de Punta del Este, on s'en souviendra, consistait pour les pays membres du GATT à s'engager à ne pas prendre de nouvelles mesures restrictives non prévues par les règlements du GATT, tandis que

existing violations of GATT by the end of the Uruguay Round.

10. One wonders, however, whether these ambitions can be realised. Protectionism — which indeed had a positive ring about it in the constrictive trade climate of the 1920s and 1930s, and which has earned a deservedly bad reputation in the post-World War II era — seems again to be on the rise. What is worse, in some quarters it seems to enjoy a certain new respectability.

11. In more and more areas other than agriculture, there is a tendency to conclude bilateral agreements to the exclusion of third countries. The OECD communiqué itself speaks of a "fairly significant number of import restrictions which have been either extended or introduced". And it goes on to state that "the propensity for unilateral measures or bilateral agreements, which are sometimes discriminatory, remains a particularly serious threat to multilateralism". In conclusion, your Rapporteur asks, with some apprehension: is the world community, after three decades of comparatively free trade and unprecedented economic growth, again returning to the "bi-lateralist", strait-jacketed type of world trade system that fettered it in the 1920s, and which eventually led to the Great Depression?

II. Towards a less disruptive world food market

12. It must be everybody's wish that the above dark assessment does not materialise. The governments of OECD member countries must receive our full support in fighting protectionism, for, under it, the dubious short-term advantages to be gained by the one or the other party are by far outweighed by the major long-term disadvantages to be suffered by all, high among them consumers.

13. Nor should "standstill" and "roll-back" stop at agriculture's door. Wherever we can, we should examine ways to create a more intensive, more open food trade. But, as pragmatists, we should also be aware of the enormous differences of opinion that exist between OECD countries as regards this burning issue. Indeed, the inclusion of agriculture in the Uruguay Round could only be agreed upon at the last moment at Punta del Este; and hours were spent at the OECD meeting in May on the question of whether agriculture should be studied within the framework of all other areas of trade before Montreal, or whether it ought to be dealt with apart.

l'accord sur le démantèlement avait pour objectif de faire disparaître toutes les violations du GATT pour la fin des négociations d'Uruguay.

10. On se demande, toutefois, si ces ambitions sont réalisables. Le protectionnisme — qui avait effectivement une connotation positive dans le climat commercial étriqué des années 20 et 30 et qui s'est fait après la seconde guerre mondiale une mauvaise réputation méritée — semble avoir de nouveau le vent en poupe. Qui plus est, il paraît jouir auprès de certains d'une sorte de nouvelle respectabilité.

11. Dans un nombre croissant de secteurs autres que celui de l'agriculture, la tendance est à la conclusion d'accords bilatéraux excluant les pays tiers. Le communiqué de l'OCDE lui-même parle «d'un nombre assez important de restrictions à l'importation (qui ont été) soit prorogées, soit introduites». Il note que «la propension aux mesures unilatérales ou aux accords bilatéraux parfois discriminatoires reste une menace particulièrement grave pour le multilatéralisme». En conclusion, votre rapporteur pose, non sans une certaine appréhension, la question suivante: la communauté mondiale, après trois décennies de relative liberté des échanges et de croissance économique sans précédent, est-elle en train d'en revenir au type de commerce mondial «bilatéral», rigide, qui l'a entravée dans les années 20 et a fini par déboucher sur la Grande Dépression?

II. Vers un marché mondial des denrées alimentaires moins perturbé

12. On ne peut que souhaiter que la vision pessimiste que l'on vient d'exposer ne se matérialise pas. Les gouvernements des pays membres de l'OCDE ont besoin de notre appui total dans la lutte contre le protectionnisme car les douteux avantages à court terme que peut en tirer l'une ou l'autre partie, sont, et de loin, contrebalancés par les inconvénients majeurs à long terme qu'il entraîne pour tous, surtout pour les consommateurs.

13. Les mesures de gel et de démantèlement ne devraient pas non plus marquer le pas dès qu'il s'agit d'agriculture. Partout où cela est possible, nous devons étudier les moyens de créer un commerce des denrées alimentaires plus intense et plus ouvert. Mais, en bons pragmatiques, nous devons aussi être conscients des énormes différences d'opinions qui existent entre les pays de l'OCDE sur cette question brûlante. D'ailleurs, à Punta del Este, l'accord sur l'inclusion de l'agriculture dans les négociations d'Uruguay ne s'est fait qu'à la dernière minute; et à la réunion de l'OCDE, en mai, on a passé des heures sur la question de savoir si l'agriculture devait être étudiée avant Montréal dans le cadre des autres secteurs des échanges ou s'il fallait la traiter à part.

14. In fact, the gulf separating the "free marketeer" nations and those countries which wish a more or less pronounced protection of their agriculture, notably the Council of Europe area and Japan, is every bit as wide today as a year ago. This is more readily understood when one considers the difference in farm size among the trading blocs: on an area of 1 000 hectares, there are 65 farms in Europe, 4 in the United States and Canada, 1 in Australia, but 440 in Japan.

15. Countries with a high proportion of small farms and fragile rural communities argue with particular fervour that agriculture is so special an industry, so vulnerable and so vital to rural life that it can never, and should never, be subjected to the full force of world market forces. The Council of Europe's European Campaign for the Countryside, which our committee has done so much to support, indirectly sides with this approach in that it highlights the crucial importance of medium-sized family farms for the well-being of rural areas. If Europe were not to give any protection to its agricultural sector, then the large majority of our typical family farms would disappear very quickly.

16. If, thus, it seems unreasonable today to assume that we Europeans would be prepared to dismantle our present type of agriculture in the name of free trade, then we can still, together with our American, Japanese and other friends, make sure that our domestic agricultural policies, however we wish them shaped, at least do not disrupt world markets.

17. In other words, if countries want to protect their farmers and save their rural communities, they should nevertheless avoid policies which lead to over-production and dumping abroad. Such practices not only cause considerable friction between OECD countries, but they often frustrate the efforts of developing countries to develop their agriculture. For, as the domestic markets of Third World nations are flooded with subsidised imports from the North, millions of peasant farmers, unable to compete, are driven off their land and into the cities.

18. The trend in OECD countries should therefore be away from excessive reliance on price support and similar measures stimulating production, and towards income support to farmers, wholly or in part independent of production levels. If, for instance, farmers are considered "guardians of the environment", which in truth they are, then income support can be seen as a recognition of the value of such a mission for society as a whole. The successful experiment with "Environmentally Sensitive Areas" (ESAs) in the Rapporteur's own

14. En fait, le fossé séparant les nations libre-échangistes et les pays souhaitant une protection plus ou moins accusée de leur agriculture, notamment les pays du Conseil de l'Europe et le Japon, est tout aussi profond aujourd'hui qu'il y a un an. On comprendra mieux ce phénomène si l'on pense à la différence de taille des exploitations entre les blocs commerciaux : sur 1 000 hectares, on compte en Europe 65 exploitations, 4 aux Etats-Unis et au Canada, 1 en Australie, mais 440 au Japon.

15. Les pays ayant une forte proportion de petites exploitations et des communautés rurales fragiles font valoir avec une grande force de persuasion que l'agriculture est une activité si particulière, si vulnérable et si vitale pour le monde rural qu'elle ne peut et ne doit jamais être soumise sans correctif au libre jeu des forces du marché mondial. La Campagne européenne pour le monde rural du Conseil de l'Europe, que notre commission a si activement appuyée, fait indirectement cause commune avec les tenants de cette conception, en ce sens qu'elle met en lumière l'importance cruciale de l'exploitation familiale de taille moyenne pour le bien-être des régions rurales. Si l'Europe n'accordait aucune protection à son secteur agricole, la grande majorité de nos exploitations familiales typiques disparaîtrait très rapidement.

16. Si, donc, il semble déraisonnable aujourd'hui de supposer que nous serions prêts à démanteler notre forme actuelle d'agriculture européenne au nom du libre-échange, nous pouvons néanmoins, avec nos amis américains, japonais et autres, veiller à ce que nos politiques agricoles internes, quelle que soit la forme que nous souhaitions leur donner, au moins ne perturbent pas les marchés mondiaux.

17. En d'autres termes, si des pays souhaitent protéger leurs agriculteurs et sauver leur communauté rurale, ils doivent néanmoins éviter les politiques entraînant surproduction et *dumping* à l'étranger. Ces pratiques non seulement sont cause de frictions considérables entre pays de l'OCDE, mais souvent réduisent à néant les efforts des pays du tiers monde pour développer leur agriculture. Lorsque les marchés intérieurs des nations en développement sont inondés d'importations subventionnées venues du nord, des millions de paysans, incapables de lutter, sont chassés de leurs terres vers les grandes villes.

18. La tendance des pays de l'OCDE devrait donc être de cesser de s'en remettre trop aux politiques de soutien des prix et autres mesures analogues stimulant la production, pour s'orienter vers un soutien aux revenus des agriculteurs, totalement ou partiellement indépendant des niveaux de production. Si, par exemple, les agriculteurs sont considérés comme les «gardiens de l'environnement», ce qu'ils sont effectivement, le soutien aux revenus peut être considéré comme une reconnaissance de l'importance de cette mission pour la société dans

country, the United Kingdom (and now also in other member states of the European Community), shows the potential of this approach. Under this project, certain agricultural land is considered to deserve special protection, and farmers are paid to refrain from agricultural production and for maintaining it in a good condition.

19. However, there are additional means which could also be effective, such as "de-intensification" of farming through the use of less fertiliser, less pesticides, or the transformation of certain land into woods, hedges and ponds which can serve as habitats for flora and wildlife. Organic farming, so derided only a decade ago, could indeed enjoy a renaissance.

20. The above and many other policy measures were proposed at the Assembly's Conference on "European Agriculture 2000", held at Villars-sur-Ollon, in Switzerland, in 1986. The Villars Conference in fact helped set in motion a new way of thinking about agriculture that, the Rapporteur is sure, will ultimately bear fruit. The agriculture of tomorrow may, for instance, not necessarily have as its primary goal to produce more food, but rather food of better quality. It will probably also be seen, not in isolation from the rest of the economy, but as intimately bound up with the well-being of society as a whole — its history, its culture, its very identity.

21. Furthermore, tomorrow's agriculture could be called on to produce, not only food (although that will of course remain its main task), but industrial raw materials and energy as well. The Assembly's Conference "European Agriculture as an Industrial Supplier — A Way Out of the Crisis?", held in Munich on 7 and 8 September this year, served as a catalyst for new thinking in this regard on the part of policy-makers, industrialists, researchers and farmers.

22. Reducing over-production should not mean dismantling for ever the productive capacity of European agriculture. For we may be called on, some day, again to increase agriculture's output, not only to help in hunger catastrophes wherever these may occur, but also to counter the long-term decline in agricultural fertility observed in several parts of the world — caused by soil erosion, the spread of deserts, and the destruction of tropical forests. To put it simplistically, if we engage, for instance, in "set aside" programmes, let us not cover the thus abandoned land with concrete. The world's vulnerability to sudden crop setbacks is

son ensemble. L'expérience réussie des *Environmentally Sensitive Areas* (zones écologiquement vulnérables), menée dans le propre pays du rapporteur, le Royaume-Uni (et désormais également dans d'autres Etats membres de la Communauté européenne), montre les potentialités de cette démarche. Dans le cadre de ce projet, certaines terres agricoles sont considérées comme méritant une protection particulière, et les agriculteurs sont payés pour s'abstenir de produire et de maintenir ces terres en bon état.

19. Mais d'autres moyens encore pourraient compléter efficacement cette action : la «désintensification» de l'agriculture, par exemple, qui consiste à réduire l'apport d'engrais et de pesticides, et l'aménagement sur certaines terres de forêts, de haies et de mares pouvant servir d'habitat à la flore et à la faune sauvages. La culture biologique, tant moquée il y a seulement une dizaine d'années, pourrait connaître une renaissance.

20. Les mesures ci-dessus, et bien d'autres, ont été proposées à la Conférence sur l'agriculture européenne en l'an 2000 organisée par l'Assemblée à Villars-sur-Ollon, en Suisse, en 1986. La Conférence de Villars a contribué à l'avènement d'un nouveau mode de réflexion sur l'agriculture, qui, le rapporteur en est persuadé, portera à terme ses fruits. L'agriculture de demain pourrait, par exemple, ne pas avoir nécessairement pour objectif premier de produire plus de denrées alimentaires, mais plutôt des denrées de meilleure qualité. Il est probable, par ailleurs, qu'elle ne sera plus séparée du reste de l'économie, mais considérée comme intimement liée au bien-être de la société dans son ensemble — à son histoire, sa culture, son identité même.

21. De plus, l'agriculture de demain pourrait être appelée à produire non seulement des denrées alimentaires (bien que cela soit évidemment destiné à rester sa mission principale), mais aussi de l'énergie et des matières premières pour l'industrie. La Conférence de l'Assemblée sur «L'Agriculture européenne en tant que fournisseur de l'industrie — Un moyen de sortir de la crise?», tenue à Munich les 7 et 8 septembre de cette année, a servi de catalyseur à une réflexion d'un type nouveau sur ce sujet de la part des responsables politiques, des industriels, des chercheurs et des agriculteurs.

22. Réduire la surproduction ne veut pas dire démanteler définitivement la capacité de production de l'agriculture européenne. Car nous pouvons être appelés un jour ou l'autre à augmenter à nouveau la production agricole, non seulement pour apporter de l'aide en cas de famine en un point quelconque du globe, mais aussi pour contrebalancer le déclin à long terme de la fertilité des terres, observé dans de nombreuses parties du monde, dû à l'érosion des sols, à l'avancée des déserts, à la destruction des forêts tropicales. Pour dire les choses de manière un peu simpliste, si nous optons, par exemple, pour des programmes

clearly demonstrated by the effects of the drought this summer in the North American continent. The 1988 grain harvest in the United States and Canada is expected to be reduced by about a quarter, or about 84 million tons, from that of last year. The global grain harvest could be 76 million tons below that of 1987, leaving stocks at their lowest level since 1973, or at 54 days of world consumption.

23. To conclude, OECD member countries should proceed realistically when it comes to agriculture, and heed the maxim that the best is sometimes the enemy of the good. We may not be able to avoid even a considerable degree of protection of domestic markets in the OECD area, but then we must make sure that such policies do not harm our trading partners. Furthermore, OECD countries would do well to realise that international friction in agricultural trade has its origin in domestic policies. Unless the latter are reformed so as to produce only in the amounts and in the varieties demanded by the marketplace, the conflicts will continue. How countries or blocs achieve such reform must, realistically, be left to them, since it is unlikely that European, American or Japanese priorities will be identical.

24. The essential thing is, however, that countries act jointly and in co-operation with each other, for otherwise the temptation will be great for some to undercut the efforts of others. For co-ordination to be possible there has, in turn, to be "transparency" as regards the level of subsidies that each nation accords to its farmers. Of these, two types have been carefully defined by OECD: Producer Subsidy Equivalents (PSEs), that is to say, direct or indirect subsidies to farmers; and Consumer Subsidy Equivalents (CSEs), which correspond to the implicit tax on consumption resulting from a given policy measure. It behoves all OECD countries to declare to the organisation all their PSEs and their CSEs, openly and in ways that allow easy international comparison.

25. Finally, OECD countries should realise that reform is indeed possible if they go about their task courageously and creatively. Neither farmers nor consumers, and above all not the world economy, are served by the present impasse over food trade.

26. Finally, a word should be said about fisheries, an area of active concern both to OECD and to the Committee on Agriculture, notably through

consistant à «mettre de côté» certaines terres, ne les recouvrons pas pour autant de béton. La vulnérabilité mondiale à des réductions soudaines de récoltes a été clairement démontrée par les effets de la sécheresse en Amérique du Nord. L'on estime que la récolte de céréales de l'année en cours sera réduite d'un quart aux Etats-Unis et au Canada, ou de 84 millions de tonnes, par rapport à l'année dernière. La récolte mondiale de céréales pourrait atteindre un niveau de 76 millions de tonnes au-dessous de celui de 1987, laissant les stocks à leur niveau le plus bas depuis 1973, correspondant à cinquante-quatre jours de consommation.

23. Pour conclure, les pays membres de l'OCDE devraient faire preuve de réalisme lorsqu'il s'agit de l'agriculture et ne pas oublier que le mieux est parfois l'ennemi du bien. Nous ne serons peut-être pas en mesure d'éviter un certain degré, peut-être même assez élevé, de protection des marchés intérieurs dans la zone de l'OCDE, mais nous devons faire en sorte que ces politiques ne lèsent pas nos partenaires commerciaux. De plus, les pays de l'OCDE auraient intérêt à comprendre que les frictions internationales dans le commerce des produits de l'agriculture ont pour origine les politiques nationales. A moins que celles-ci ne soient révisées de manière à limiter la production aux quantités et aux variétés demandées par le marché, les conflits se poursuivront. La manière dont les pays ou les blocs réaliseront cette réforme doit, dans un souci de réalisme, être laissée à ces pays ou à ces blocs, étant donné qu'il est peu probable que les priorités de l'Europe, de l'Amérique ou du Japon soient identiques.

24. L'essentiel est toutefois que les pays agissent de concert et coopèrent, faute de quoi la tentation serait grande pour certains de couper l'herbe sous les pieds des autres. Mais pour que la coordination soit possible, il faut qu'il y ait «transparence» en ce qui concerne l'ampleur des subventions que chaque nation accorde à ses agriculteurs. L'OCDE en définit deux types: les équivalents subvention à la production (ESP) et les équivalents subvention à la consommation (ESC), qui correspondent à la taxe implicite sur la consommation résultant d'une politique donnée. Il incombe à tous les pays de l'OCDE de déclarer à l'organisation la totalité de leurs ESP et de leurs ESC, en toute franchise et de manière propre à faciliter la comparaison internationale.

25. Enfin, les pays de l'OCDE devraient comprendre qu'une réforme est effectivement possible pour peu qu'ils fassent preuve, dans l'exécution de leur mission, de courage et d'imagination. L'impasse dans laquelle piétine actuellement le commerce des denrées alimentaires n'est pas dans l'intérêt des agriculteurs, ni des consommateurs et certainement pas de l'économie mondiale.

26. Finalement, nous devrions mentionner le secteur de la pêche, dont s'occupent activement et l'OCDE et la commission de l'agriculture, notam-

its Sub-Committee on Fisheries. The committee has repeatedly called for a gradual dismantling of the considerable trade barriers in fish products in Europe and the world, for instance in the Assembly's Recommendation 1064 (1987) on EFTA activities, in which the member states of the Council of Europe are urged "to work, in particular within all available forums such as GATT, OECD, the European Community and EFTA, for the speedy attainment of free trade in all fish products and, in particular, for granting the same trade advantages to processed fish as they do to industrial products".

27. OECD's work in this area progresses rather cautiously, however, no doubt reflecting a strong wish on the part of its member countries to preserve their domestic fishing industry. The Assembly recognises this ambition, which it feels, however, would be furthered by freer trade. In the above-mentioned Recommendation 1064, the Assembly considers, for instance, that "free trade in fish products would not only be beneficial to national economies and consumers, but would also benefit the large majority of fishermen, including those in the Third World, by permitting them access to a wider market". This argument is all the more valid as, according to the annual report of OECD, the consumption of fish products, especially fresh fish, continues to increase, even leading to shortages on many markets. In an expanding market, protectionism is not only more difficult to defend, but it also becomes particularly onerous for the consumer.

III. Elements to be included in a future draft resolution

The Assembly,

1. Regretting the continuing tensions among OECD countries over food trade;

2. Considering that frictions in this area — although directly provoked by accusations of protectionism, subsidised exports or "dumping" — almost invariably have at their roots domestic policies that stimulate excessive production;

3. Welcoming the renewed recommendation by the Ministerial Council of OECD that "(agricultural) policy reform efforts be strengthened by all member states as a matter of urgency", based on the detailed provisions agreed upon in 1987;

4. Recognising the widely differing standpoints among OECD countries as regards the level

ment par le biais de sa sous-commission des pêches. La commission a, de façon répétée, recherché un démantèlement graduel des barrières considérables aux échanges des produits de la pêche en Europe et dans le monde, par exemple dans la Recommandation 1064 (1987) de l'Assemblée sur les activités de l'AELE, dans laquelle les Etats membres du Conseil de l'Europe sont invités «à collaborer, notamment au sein de tous les forums existants tels que le GATT, l'OCDE, la Communauté européenne et l'AELE, pour parvenir rapidement à la liberté commerciale pour tous les produits de la mer, et en particulier pour que l'on accorde aux produits à base de poisson les mêmes avantages commerciaux qu'aux produits industriels».

27. Les travaux de l'OCDE dans ce domaine sont menés avec une certaine circonspection, ce qui reflète sans doute un fort désir de la part de ses pays membres de préserver leur propre industrie de la pêche. L'Assemblée reconnaît cette ambition qui devrait cependant plutôt être promue par un commerce plus libre. Dans la Recommandation 1064 susmentionnée, l'Assemblée estime, par exemple, que «le libre-échange des produits de la mer serait bénéfique non seulement pour les économies nationales et les consommateurs, mais également pour la vaste majorité des pêcheurs, y compris ceux du tiers monde, en leur permettant l'accès à un marché plus large». Cette argumentation s'avère d'autant plus valable que, selon le rapport annuel de l'OCDE, la consommation des produits de la pêche, en particulier du poisson frais, continue à augmenter, entraînant même des pénuries sur plusieurs marchés. Dans un marché en expansion, le protectionnisme n'est pas seulement plus difficile à défendre, il devient même particulièrement onéreux pour le consommateur.

III. Eléments à inclure dans un futur projet de résolution

L'Assemblée,

1. Déplorant la persistance des tensions entre les pays de l'OCDE sur la question du commerce des denrées alimentaires;

2. Considérant que les frictions dans ce domaine — bien que directement provoquées par des accusations de protectionnisme, les subventions aux exportations ou le *dumping* — ont presque toujours pour origine des politiques intérieures stimulant une production excessive;

3. Se félicitant de la recommandation à nouveau formulée par le Conseil des ministres de l'OCDE, tendant à ce que «les efforts de réforme de la politique (agricole) soient de toute urgence intensifiés par tous les Etats membres», sur la base des dispositions détaillées arrêtées d'un commun accord en 1987;

4. Reconnaissant l'existence de points de vue fortement divergents parmi les pays de

and type of protection considered appropriate for their respective agricultural sectors, and the difficulties many rural communities would face if subjected to the full onslaught of world market forces;

5. Believing that the inclusion of agriculture in the current Uruguay Round of GATT negotiations is a unique first opportunity for the world community to tackle jointly the problems in agricultural trade,

6. Urges the governments of the member countries of OECD to observe the following principles when approaching the final stages of the Uruguay Round:

i. to avoid — even in instances where they wish to provide a certain protection of their agriculture — policies which lead to over-production and, subsequently, subsidised exports or dumping on world markets — seeing the friction that such policies cause within the OECD area, and the harm they may do to the efforts of Third World countries to develop their own domestic agriculture;

ii. to consider, in so doing, moving away from excessive reliance on price support and similar measures stimulating production, and towards a greater role for income support to farmers, for instance in recognition of the latters' vital role as guardians of the environment;

iii. to engage in the closest possible co-operation within GATT and OECD when undertaking reform, so as to avoid a temptation for some to undercut the efforts of others;

iv. to encourage, for the purpose of reducing food production, less intensive farming methods using, for instance, less fertiliser and pesticides, and to consider the transformation of certain land into woods, hedges, ponds, etc. which can serve as habitats for flora and fauna, and as areas for tourism and leisure activities;

v. to realise as a matter of urgency agriculture's considerable alternative potential to supply the chemical, textile, packaging, pharmaceutical and other industries with raw materials, and to produce energy not only for its own needs but also, in part, to help cover those of society as a whole;

vi. always to allow agriculture to be capable of increasing its food production if so required — for instance to counter world population growth and current environmental dangers (soil erosion, the spread of deserts and the destruction of tropical forests, etc.);

l'OCDE, en ce qui concerne l'ampleur et le type de protection jugés adéquats pour leurs secteurs agricoles respectifs, et consciente des difficultés que connaîtraient nombre de communautés rurales si elles devaient subir de plein fouet l'assaut des forces du marché mondial;

5. Estimant que l'inclusion de l'agriculture dans les actuelles négociations d'Uruguay du GATT est une occasion unique pour la communauté mondiale de s'attaquer à la solution des problèmes du commerce agricole,

6. Invite instamment les gouvernements des Etats membres de l'OCDE à observer les principes suivants en abordant les derniers stades des négociations d'Uruguay:

i. éviter — même dans les cas où ils souhaitent assurer une certaine protection à leur agriculture — les politiques entraînant la surproduction et, par voie de conséquence, les subventions à l'exportation ou le *dumping* sur les marchés mondiaux — considérant les frictions que ces politiques provoquent au sein de la zone de l'OCDE et le préjudice porté aux efforts des pays du tiers monde pour développer leur propre agriculture;

ii. envisager, ce faisant, de renoncer à s'en remettre trop au soutien des prix et autres mesures analogues stimulant la production, pour faire une plus large part au soutien aux revenus des agriculteurs, en reconnaissant, par exemple, le rôle vital de ces derniers dans la sauvegarde de l'environnement;

iii. pratiquer, dans le cadre du GATT et de l'OCDE, la coopération la plus étroite possible lors des réformes, de manière à éviter à certains la tentation de réduire à néant les efforts des autres;

iv. encourager, aux fins de réduction de la production alimentaire, des méthodes de culture moins intensives utilisant, par exemple, moins d'engrais et de pesticides, et envisager de convertir certaines terres pour aménager des forêts, des haies, des mares, etc., pouvant servir d'habitat à la flore et à la faune, ainsi que de terrains de tourisme et de loisirs;

v. prendre d'urgence conscience du potentiel alternatif considérable de l'agriculture, s'agissant de fournir des matières premières aux industries chimique, textile, d'emballage, pharmaceutique et autres, et de produire de l'énergie non seulement pour ses propres besoins, mais aussi en partie pour contribuer à couvrir ceux de la société dans son ensemble;

vi. maintenir toujours la capacité pour l'agriculture d'augmenter sa production alimentaire en cas de besoin — pour faire face, par exemple, à l'accroissement de la population mondiale et aux menaces pesant sur l'environnement (érosion des sols, avancée des déserts ou destruction des forêts tropicales, etc.);

vii. to intensify efforts to liberalise trade also in fish and fish products, thus benefiting not only consumers, by offering them a wider choice at affordable prices, but also the large majority of fishermen, who gain access to a larger market.

vii. intensifier leurs efforts afin de libérer le commerce du poisson et des produits de la pêche, au bénéfice non seulement des consommateurs, en leur offrant un choix plus large à des prix raisonnables, mais également de la grande majorité des pêcheurs, en leur permettant l'accès à un marché plus vaste.

APPENDIX

Extract from the communiqué issued at the May 1988 meeting of the OECD Council of Ministers

"Trade

20. The world trade picture shows a number of contrasts. Trade is growing robustly. However, protectionist pressures and trade tensions remain strong. While OECD governments have generally resisted these pressures, a fairly significant number of import restrictions have been either extended or introduced; there are still many serious bilateral disputes — though it is encouraging to note a more marked tendency to look for settlements within the GATT framework; the propensity for unilateral measures or bilateral agreements which are sometimes discriminatory remains a particularly serious threat to multilateralism. In order to create an environment conducive to the success of the Uruguay negotiations, resolute efforts will be made by OECD countries to fight protectionism and to resolve trade frictions on an amicable and non-discriminatory basis. In this context, ministers recognise the need to strengthen the multilateral trading framework and the importance of a better functioning of GATT. Within the organisation, broad-ranging work, including strengthened monitoring of trade policies, will support these efforts.

21. The Uruguay Round has been proceeding satisfactorily, in line with the timetable set in January 1987. A number of important proposals on the issues to be negotiated have been lodged, including some on subjects such as agriculture, tropical products, services, intellectual property, safeguards and institutional issues such as the settlement of disputes and the functioning of GATT. As they enter their more difficult phase, it is vital to ensure the momentum of these ambitious negotiations, which aim to strengthen the multilateral system and adapt it to the needs of the modern world. The greatest possible advance must be made in the months to come, in all areas of the negotiations, so as to reach before the end of the year the stage where tangible progress can be registered. To this end, member countries should seek to agree on a framework approach on all issues. Thus it will be possible to hold a mid-term review, at the meeting scheduled for December in Montreal, that establishes a solid base for the full and complete success of the negotiations in accordance with the Punta del Este Declaration.

22. The Uruguay Round should lead to positive results which ensure mutual advantage and increased benefits for all participants. The negotiations must take duly into account the growing and differentiated role of

ANNEXE

Extraits du communiqué publié à la suite de la réunion du Conseil de l'OCDE de mai 1988

« Echanges

20. La situation du commerce mondial est contrastée. Les échanges s'accroissent vigoureusement. Cependant, les pressions protectionnistes et les tensions commerciales restent fortes. Si les gouvernements des pays de l'OCDE ont généralement résisté à ces pressions, un nombre assez important de restrictions des importations ont été soit prorogées, soit introduites; les différends bilatéraux demeurent nombreux et vifs — encore qu'il soit encourageant de constater une tendance plus nette à en chercher la solution dans le cadre du GATT; la propension aux mesures unilatérales ou aux accords bilatéraux parfois discriminatoires continue de faire peser une menace particulièrement grave sur le multilatéralisme. Afin de créer un environnement favorable au succès des négociations d'Uruguay, les pays de l'OCDE feront des efforts résolus pour lutter contre le protectionnisme et pour régler les différends commerciaux dans un esprit de conciliation et de façon non discriminatoire. Dans ce contexte, les ministres reconnaissent la nécessité de renforcer le cadre commercial multilatéral et l'importance d'améliorer le fonctionnement du GATT. Au sein de l'organisation, des travaux couvrant de nombreux domaines, notamment un renforcement de la surveillance des politiques commerciales, viendront épauler ces efforts.

21. Les négociations d'Uruguay ont progressé de façon satisfaisante, conformément au calendrier fixé en janvier 1987. Plusieurs propositions importantes concernant les questions à négocier ont été faites, notamment à propos de l'agriculture, des produits tropicaux, des services, de la propriété intellectuelle et des mesures de sauvegarde, ainsi que sur des questions institutionnelles telles que le règlement des différends et le fonctionnement du GATT. Au moment d'aborder la phase la plus difficile, il est essentiel d'assurer l'élan de ces négociations ambitieuses qui visent à renforcer le système multilatéral et à l'adapter aux besoins du monde moderne. Il importe d'avancer le plus possible, au cours des mois à venir, dans tous les domaines des négociations, afin de parvenir, avant la fin de l'année, à un stade où des progrès tangibles pourront être enregistrés. A cette fin, les pays membres devraient s'efforcer de s'entendre sur une approche-cadre couvrant toutes les questions. Il sera ainsi possible de procéder, lors de la réunion prévue à Montréal en décembre prochain, à un examen à mi-parcours, sur lequel on puisse véritablement s'appuyer pour faire aboutir pleinement et intégralement les négociations, conformément à la Déclaration de Punta del Este.

22. Les négociations d'Uruguay devraient aboutir à des résultats positifs, conformes à l'intérêt mutuel de tous les participants, leur assurant des avantages accrus. Il faut que les négociations prennent dûment en consi-

developing countries in the world economy, and hence their interests and the responsibilities which they must bear, according to their level of development. In accepting higher levels of obligation within the GATT framework, the more advanced developing countries would contribute to, and benefit from, the strengthening of the multilateral system. For developing countries, as for OECD member countries, trade liberalisation can play a positive role in rationalising and invigorating their economies.

23. The behaviour of member countries in trade matters will inevitably influence the climate of the Uruguay negotiations. It is essential, therefore, that, in line with commitments made, particularly at Punta del Este, standstill undertakings should be strictly adhered to and that efforts should be intensified to roll back protectionist measures that have been in force for a number of years. The abuse of anti-dumping and countervailing procedures will have to be avoided.

24. The adjustment and growth policies which member countries intend to pursue and intensify should also contribute to the success of the Uruguay negotiations by improving the expansion of activity and exchange market stability.

25. Liberalisation of trade in services remains an important objective for OECD members, because of the growing contribution of marketable services in their economies and those of their trading partners. The organisation will persevere with its work in this field, particularly on approaches to a multilateral services agreement and on the strengthening of the OECD codes.

Agriculture

26. Ministers took note of the joint report of the Agriculture and Trade Committees[1] and endorsed its conclusions. There has been some recent improvement in the market balance for certain commodities, resulting partly from supply control policies or from producer responses to market signals and stock disposal measures, and partly from weather conditions. Despite this improvement, supply in the OECD area, stimulated by policies which prevent an adequate transmission of market signals to farmers, continues to exceed effective demand. The resulting economic and trade problems remain acute. Since the beginning of the decade, according to OECD Secretariat estimates, the cost of agricultural support for OECD as a whole imposed on tax-payers and consumers has nearly doubled, reaching about 200 thousand million ECU per year in the period 1984-86. It is difficult to make an assessment of the trend of policies and their consequences over a relatively short period. Some encouraging efforts have been undertaken, but it is clear that there has been only limited progress overall since the Ministerial Council in May 1987. It is therefore imperative that policy reform efforts be strengthened by all member countries as a matter of urgency. In this context, it is essential that measures already introduced should be underpinned by further positive action. This will contribute towards much-needed struc-

1. "Monitoring and Outlook of Agricultural Policies, Markets and Trade".

dération le rôle croissant et différencié des pays en développement dans l'économie mondiale, donc leurs intérêts et les responsabilités qui leur incombent à proportion de leur niveau de développement. En acceptant des obligations plus importantes dans le cadre du GATT, les pays en développement plus avancés contribueraient au renforcement du système multilatéral et en tireraient avantage. Aussi bien dans le cas des pays en développement que dans celui des pays membres de l'OCDE, la libéralisation des échanges peut jouer un rôle positif en rationalisant et en stimulant l'économie.

23. Le comportement des pays membres en matière commerciale influencera inévitablement le climat des négociations d'Uruguay. Il est donc essentiel que, conformément aux résolutions qui ont été prises, en particulier à Punta del Este, les engagements de *statu quo* soient strictement respectés et que des efforts plus intenses soient déployés pour démanteler les mesures protectionnistes en vigueur depuis plusieurs années. Il faudra éviter tout recours abusif aux procédures *anti-dumping* et compensatoires.

24. Les politiques d'ajustement et de croissance que les pays membres entendent poursuivre et intensifier doivent contribuer également au succès des négociations d'Uruguay en favorisant l'expansion de l'activité et la stabilité des marchés des changes.

25. La libéralisation des échanges de services demeure un objectif important pour les pays membres de l'OCDE en raison de la place grandissante des services marchands dans leur économie et dans celle de leurs partenaires commerciaux. L'organisation poursuivra ses travaux dans ce domaine, particulièrement en vue de la recherche d'un accord multilatéral sur les services et du renforcement des codes OCDE.

Agriculture

26. Les ministres ont pris note du rapport conjoint du Comité de l'agriculture et du Comité des échanges[1], et ont souscrit à ses conclusions. Il s'est produit, au cours de la période récente, une certaine amélioration de l'équilibre des marchés de certains produits, sous l'effet, pour partie de politiques de régulation de l'offre ou de réactions des producteurs aux signaux du marché et de mesures visant l'écoulement des stocks, et pour partie des conditions climatiques. Malgré cette amélioration, l'offre dans la zone OCDE, stimulée par des politiques qui empêchent une transmission satisfaisante des signaux du marché aux agriculteurs, continue d'excéder la demande solvable. Les problèmes économiques et commerciaux qui en résultent demeurent aigus. Depuis le début de la décennie, d'après les estimations du Secrétariat de l'OCDE, pour l'ensemble de la zone OCDE, le coût des aides à l'agriculture supporté par les contribuables et les consommateurs a presque doublé, atteignant environ 200 milliards d'ECU l'an, de 1984 à 1986. Il est difficile d'évaluer l'évolution des politiques et leurs conséquences, sur une période relativement courte. Quelques efforts encourageants ont été entrepris, mais il est clair que seulement des progrès limités ont été réalisés dans l'ensemble depuis le conseil au niveau des ministres de mai 1987. Il est donc impératif que les efforts de réforme soient renforcés par tous les pays membres, et

1. «Suivi et perspectives des politiques, des marchés et des échanges agricoles».

tural adjustment as well as to the success of the Uruguay Round.

27. Further measures will be taken, based on the principles agreed upon at the last Ministerial Council, to allow market signals increasingly to influence the orientation of agricultural production, by way of a progressive and concerted reduction of agricultural support as well as by all other appropriate means, while consideration may be given to social and other concerns. Concerted international action on a multi-country, multi-commodity approach will strengthen the process of reform. Ministers reaffirm that the Uruguay Round is of decisive importance in this context.

28. The Uruguay Round negotiations are providing a setting within which member countries will continue to seek agreements reinforcing the attainment of viable long-term reform in agriculture as defined by the Ministers in 1987. It is important that the mid-term review should add impetus to the negotiating process in this as in other fields. To this end, member countries should seek to agree on a framework approach, in conformity with paragraph 21, including short-term as well as long-term elements which will promote the reform process as launched last year and relieve current strains in agricultural markets.

29. Since trade tensions on agricultural markets remain very serious, notably due to the persistence and, in some cases, intensification of all forms of support, including export subsidies and import restrictions, member countries are urged to take measures in conformity with the ministerial communiqué of 1987, including its long-term objective, in order to avoid confrontational and destabilising trade policies.

30. The organisation will pursue its work on the monitoring of agricultural reform and the process of structural adjustment in agriculture. In this context, it will carry out a thorough analysis of the effects of measures which are envisaged or have been taken. The improvement and updating of the analytical tools, such as the PSE/CSE and the OECD agricultural model, will be pursued. The organisation will also study the possible contribution to agricultural reform that might be made by measures such as the quantitative limitation of production or resources used in agriculture; direct income support; other measures aimed at facilitating structural adjustment; and policies for rural development including environmental aspects. The work on the economy-wide effects of agricultual policies in the OECD countries will also be actively pursued and broadened."

ce dans les plus brefs délais. Dans ce contexte, il est essentiel que les mesures déjà introduites soient appuyées par de nouvelles actions positives. Cela contribuera à l'ajustement structurel indispensable ainsi qu'au succès des négociations d'Uruguay.

27. De nouvelles mesures seront prises, sur la base des principes approuvés par le dernier conseil au niveau des ministres, pour permettre aux signaux du marché d'influencer de plus en plus l'orientation de la production agricole, par la réduction progressive et concertée de l'aide à l'agriculture, ainsi que par tous les autres moyens appropriés, cependant que des préoccupations sociales et autres pourront être prises en considération. Une action internationale concertée, fondée sur une approche multi-pays et multi-produits, viendra renforcer le processus de réforme. Les ministres réaffirment que les négociations d'Uruguay sont d'une importance décisive à cet égard.

28. Les négociations d'Uruguay fournissent un cadre dans lequel les pays membres poursuivront leurs efforts pour parvenir à des accords qui favorisent la réalisation d'une réforme agricole à long terme viable, telle qu'elle a été définie par les ministres en 1987. Il importe que l'examen à mi-parcours donne une nouvelle impulsion à la négociation dans ce domaine comme dans d'autres. A cette fin, les pays membres devraient s'efforcer de s'entendre sur une approche-cadre, conformément au paragraphe 21, incluant des éléments à court terme aussi bien qu'à long terme, qui favoriseront le processus de réforme engagé l'an dernier et atténueront les tensions actuelles sur les marchés agricoles.

29. Les tensions commerciales restant très vives sur les marchés agricoles, du fait notamment de la persistance et, dans certains cas, de l'intensification de toutes les formes de soutien, y compris les subventions à l'exportation et les restrictions à l'importation, les pays membres sont instamment engagés à prendre des mesures en conformité avec le communiqué ministériel de 1987, y compris avec son objectif à long terme, afin d'éviter des politiques commerciales conflictuelles et déstabilisatrices.

30. L'organisation poursuivra ses activités relatives au suivi de la mise en œuvre de la réforme agricole et au processus d'ajustement structurel de l'agriculture. Dans ce contexte, elle analysera de manière approfondie les effets des mesures prises ou envisagées. L'amélioration et l'actualisation des instruments d'analyse, tels que les ESP/ESC et le modèle agricole de l'OCDE, seront poursuivies. L'organisation étudiera également l'éventuelle contribution que peuvent apporter à la réforme agricole des mesures telles que la limitation quantitative de la production ou des ressources utilisées dans l'agriculture, le soutien direct des revenus, d'autres mesures destinées à faciliter l'ajustement structurel, et des politiques de développement rural tenant compte des aspects environnementaux. Les travaux sur les effets macro-économiques des politiques agricoles dans les pays de l'OCDE seront par ailleurs poursuivis activement et élargis.»